

## **Place financière de Paris : Welcome to Europe !**

**Mercredi 8 juin 2016  
La Défense**

### **Discours de conclusion par Patrick Devedjian, Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine**

Madame la Présidente de la Région, Chère Valérie,  
Monsieur le Vice-Président de la Région (Jérôme Chartier),  
Monsieur l'adjoint au Maire de Paris (Jean-Louis Missika),  
Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Ile-de-France (Jean-Paul Vermes),  
Monsieur le Président de Paris Europlace (Gérard Mestrallet),  
Monsieur le Président de Paris Ile-de-France Capitale économique (Christian Nibourel),  
Monsieur le Directeur général d'Euronext Group, (Stéphane Boujnah)  
Mesdames et Messieurs,

L'Europe est dans l'attente, fébrile, du verdict que nos voisins d'Outre-Manche rendront le 23 juin prochain : quitter ou pas l'Union européenne. Cette décision appartient aux seuls Britanniques. Ils choisiront ce qu'ils veulent pour leur pays et leur avenir. C'est leur droit.

Si le Royaume-Uni choisit de consommer la rupture européenne, il faudra s'attendre à des turbulences évidentes. Les cartes seront rebattues.

A nous d'en tirer les conséquences, en n'ayant pas peur de montrer nos forces, et en nous donnant les moyens d'être dans la compétition des places financières.

En 2012, David Cameron disait qu'il était prêt à dérouler le tapis rouge pour les entreprises fuyant la France. Moi je suis prêt à dérouler le tapis rouge aux établissements financiers londoniens !

**Je reste persuadé que la capitale financière européenne doit être en Europe continentale.**

La City est déjà une vraie curiosité en soi, alors même que l'Angleterre n'est pas dans la zone Euro !

Dans la compétition qui s'ouvrira entre les places financières si le Brexit l'emporte, la France a de réels atouts à faire valoir, et notamment La Défense, qui offre une concentration unique de leaders économiques et de grands centres de décisions.

La Défense, c'est 160 000 salariés, près de 70% de sièges sociaux, et de nombreux établissements financiers :

- la succursale régionale de la Banque de France, qui s'est installée tout récemment ;
- Euronext, arrivée en 2015 (que je remercie de nous accueillir dans ses murs),
- Mais aussi Allianz, Axa, American Express, Arkea, Dexia, Euler Hermes, Groupama, HSBC, MACSF, Marsh, Rehalto, la Société Générale, l'UBAF (Union des banques arabes et françaises) et State Bank of India, pour ne citer qu'eux.

La Défense, c'est aussi une position stratégique au cœur de l'Europe, bien desservie par les transports en commun. Sans compter le prolongement du RER E vers l'ouest, attendu pour 2020, ou le futur Grand Paris Express, qui raccourcira de moitié les trajets de La Défense vers Roissy.

**Disposer d'un poumon économique comme La Défense est une chance. Mais il ne suffit pas de mesurer cette chance, il faut aussi l'entretenir, la renforcer et la promouvoir !**

Aujourd'hui, 9 salariés sur 10 sont heureux de travailler à La Défense.

La Défense a la capacité rare d'accueillir les entreprises de manière personnalisée, de proposer une offre immobilière multiple et de qualité. La Défense est aussi devenue un lieu de vie et d'animation particulièrement dynamique, grâce à DEFACTO.

Il y a quelques jours, le Premier Ministre a eu le courage de prendre une décision utile et bienvenue pour La Défense, à la fois sur le plan de la décentralisation, de la gestion et de l'aménagement : en 2017, la gouvernance de La Défense sera confiée aux collectivités.

**Dans le changement qui va s'amorcer ici, sachez que nous, les élus locaux, sommes bien décidés à prendre nos responsabilités, au regard du développement économique que doit connaître la place parisienne.**

Mais nous attendons aussi, de la part de l'Etat, des mesures de bon sens pour pouvoir nous battre dans la même catégorie que nos concurrents.

Il faut une fiscalité modérée. Ici dans les Hauts-de-Seine, je me suis fait un devoir de maintenir une pression fiscale faible. Le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties reste inchangé pour les propriétaires, particuliers et entreprises, et ce depuis 7 ans. C'est le taux le plus bas de France, après Paris.

Il faut aussi plus de flexibilité dans le travail. Dans notre pays, la rigidité du droit du travail au mieux, étouffe les entreprises, au pire, les empêche de s'installer ou de prospérer chez nous.

Il faut encourager les entreprises étrangères à s'installer en France. Ce qui est sûr, c'est qu'elles ne le feront pas pour la beauté de nos villes-musées ou de nos monuments classés...

Les impatriés doivent pouvoir disposer d'un régime fiscal avantageux en France, sur la durée. A Londres, ce statut les protège pendant une quinzaine d'années, contre seulement 5 ans en France.

*Seul le prononcé fait foi*

Faire venir les entreprises étrangères, c'est aussi penser à la qualité de vie des familles. Avec Valérie Péresse, nous sommes prêts à multiplier les sections internationales dans les collèges et les lycées. Et nous sommes favorables à la création d'un lycée international, qui pourrait être installé dans les Yvelines, par exemple sur le tracé de la future ligne EOLE.

A l'inverse - et c'est tant mieux pour nous - Londres a aussi un côté pile. Si l'on parle de protection sociale, si l'on parle du coût de l'immobilier pour les particuliers et les entreprises, du prix d'une place en crèche ou à l'école, vivre à Londres représente un budget exorbitant, voire dissuasif. Par exemple, le prix de l'immobilier de bureaux est 3 fois plus élevé à Londres qu'à La Défense.

L'ambition que nous voulons pour La Défense et pour la région parisienne, doit être à la mesure des enjeux économiques qu'il s'agit de relever aujourd'hui.

En tout cas, les réflexions de cette matinée nous ont permis de démontrer une chose : notre pays mérite bien mieux que le « French Bashing », pour peu qu'il s'en donne les moyens !

Je vous remercie.